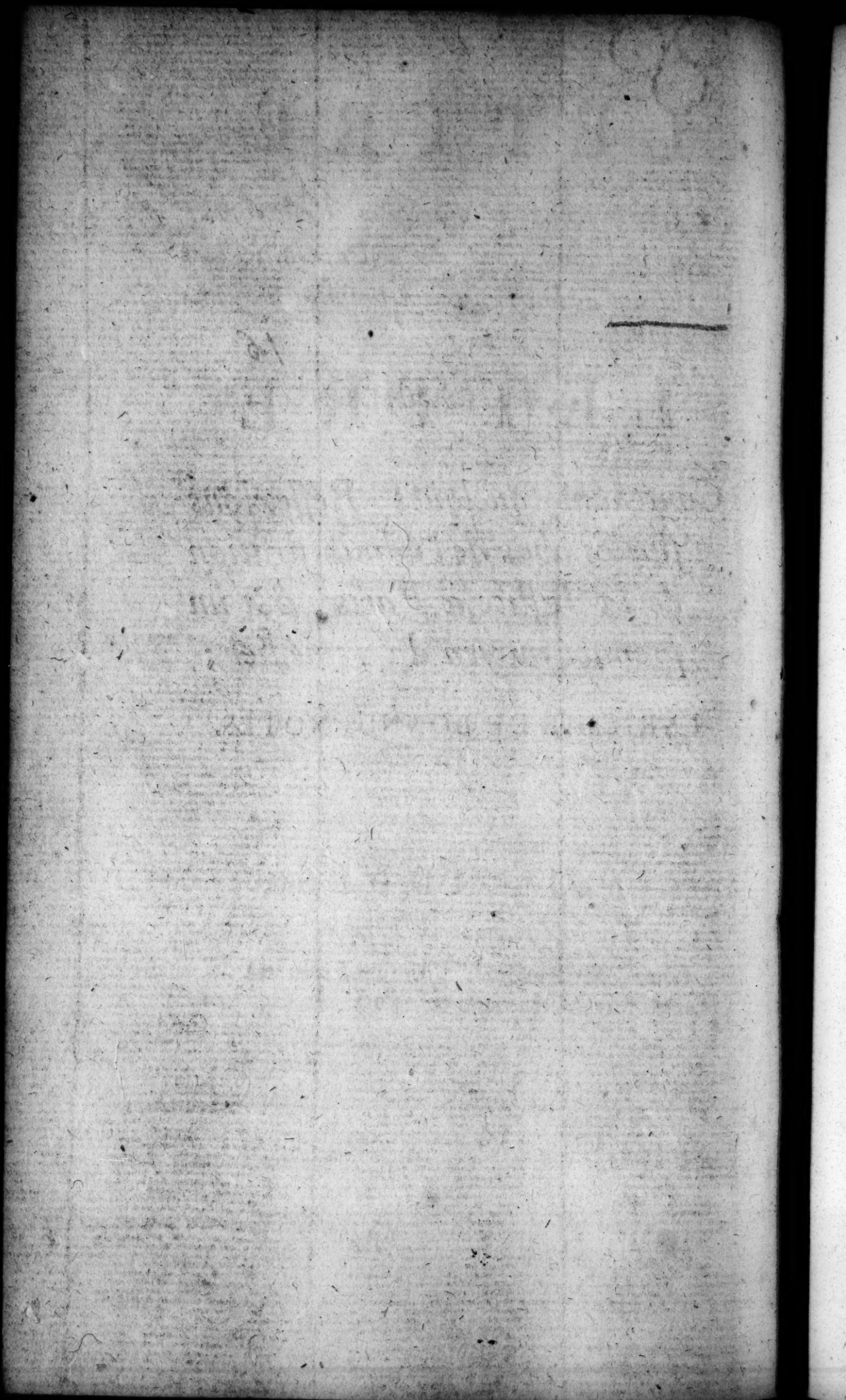


# LETTRE

*Contenant quelques Réflexions  
sur les abus de l'administration  
de la Justice à Paris, & un  
premier moyen d'y remédier ;*

ENRICHIE DE BONNES NOTES.





# LETTRE

CONTENANT quelques Réflexions  
sur les abus de l'administration de la  
Justice à Paris, & un premier moyen  
d'y remédier; K 16

ENRICHIE DE BONNES NOTES.

---

LE ROI, le PÈRE des François a dit : JE  
NE VEUX PAS QUE LA JUSTICE QU'ON  
REND A MES SUJETS, LEUR SOIT SI  
COUTEUSE. Que pourroit-on donc  
reprocher à celui qui montre les abus  
de cette partie de l'Administration ?

---

A LONDRES,

*Et se trouve à Paris,*

Chez MONMORO, Libraire, rue de la  
Harpe, N°. 160.

---

1 7 8 9.

L'Auteur de cette Lettre ayant fait part  
du système complet qu'il ne fait qu'annoncer  
en finissant, a été fortement engagé de le  
mettre au jour. Ce seroit un crime envers la  
Nation, de taire ce qui est utile dans une  
partie aussi essentielle de l'Administration gé-  
nérale. Il a promis de ne pas imiter les rats  
de la Fable.

Ne faut-il que délibérer ;

La Cour en Conseillers foisonne.

Est-il besoin d'exécuter ;

L'on ne rencontre plus personne.

Conseil tenu par les Rats. La Fontaine, Liv. 2, Fab. 2.



---

# LETTRE

*CONTENANT quelques Réflexions  
sur les abus de l'administration de la  
Justice à Paris, & un premier moyen  
d'y remédier.*

MONSEIGNEUR,

**C'**EST par déférence à votre volonté, que je me détermine à vous mettre par écrit, de courtes réflexions sur l'abus qui se commet à Paris, plus encore que par-tout ailleurs, dans la manière dont les affaires s'y poursuivent.

Je fais état que l'administration de la justice contentieuse & volontaire, y coûte bien au-delà de quarante millions par an : un calcul plus facile que peut-être on ne pense, justifieroit ce que j'avance, & je suis assuré qu'il y a plus des trois quarts de la somme totale, de consommés en frais inutiles & frustratoires.

A

Le Parlement est la principale source de tous les abus qui se commettent.

Quel contraste étonnant & inconcevable n'apperoit-on pas dans cette Cour !

D'un côté, j'y vois des Magistrats respectables par leurs vertus, par leur profond savoir & leur intégrité, dignes de juger les différends des Potentats : je les vois travailler sans relâche, pour finir les affaires du pauvre comme celles du riche. D'Ormesson ! vertueux d'Ormesson ! c'est ton infatigable activité dans une saison malheureuse, qui a été la cause que nous t'avons perdu !

A la suite j'y vois des Avocats, qui, par leur droiture, leurs connoissances étendues, par leur éloquence, sont toujours prêts à défendre la vie, l'honneur & les biens des Citoyens.

Mais, d'un autre côté, j'y vois des suppôts dont le but est de ruiner ces mêmes Citoyens, en profitant des contestations, en embrouillant les affaires, & qui, pour aller à leur objet, font tous leurs efforts pour détruire, s'il étoit possible, au moins en partie, la haute estime que l'on a pour les Magistrats.



C'est pour cela que ceux d'entre ces suppôts qui ont quelque honnêteté, appellent le Palais une forêt où l'on exerce les brigandages les plus odieux, à l'ombre des loix dont on est chargé par état de demander l'exécution, & qu'on ne cesse de violer.

D'où vient, me demanderez vous, Monseigneur, que des Juges aussi éclairés que le sont ceux qui composent ce Tribunal Souverain, ne remédient pas à tant d'abus ? Cela leur est impossible ; il faut toute la force de l'autorité suprême & des Etats-Généraux, pour que l'on puisse y parvenir ; parce qu'ici la griffe redoutable de la chicane & la griffe injuste de la finance se prêtent un secours mutuel. Le Parlement peut faire respecter la sagesse de ses Arrêts de Règlemens dans toute l'étendue de son ressort ; mais il ne peut rien contre les suppôts, qui, dès leur jeunesse, ont appris à se jouer de toutes les Loix, & à se moquer de leurs Supérieurs.

Voici d'où naissent les abus.

Les Procureurs au Parlement ont su allier tout-à-la-fois l'exercice de la Jurisdiction en première instance & de la

Jurisdiction souveraine : car à l'aide de la loi qui permet d'évoquer au Parlement, pour y juger définitivement à l'Audience le principal des affaires, dont il y a appel de jugemens interlocutoires, on évoque une multitude de demandes, sur-tout les affaires où les Procureurs sont certains de fourrager. On abuse de cette loi d'une façon criante, depuis que le Conseil s'est relâché de casser les Arrêts qui n'ont pas jugé les évocations à l'Audience, & par la tournure que prennent les Procureurs, de répéter dans leurs requêtes, les conclusions de la demande principale. De plus, on forme directement au Parlement, des demandes pour des personnes qui n'ont pas le droit d'y plaider en première instance ; on en évoque même sur lesquelles il n'est pas intervenu de jugement.

Un autre abus, non moins criant, c'est celui d'obtenir des Arrêts de défenses contre des Sentences exécutoires par provision. On le fait au mépris des Loix les plus expressees & des dispositions précises de l'Arrêt de Règlement du 26 Août 1783, que le Parlement



n'a pas pu faire exécuter : il a eu la douleur de se voir obligé de céder aux efforts qu'ont fait pour en empêcher l'exécution, les Greffiers, les Procureurs, les Huissiers, les Secrétaires de Rapporteurs, leurs Extrayeurs & Sous-extrayeurs, parce que, pour faire lever des défenses, on appointe à mettre, & les frais & faux frais que l'on fait pour parvenir à faire juger si l'on exécutera ou si l'on n'exécutera pas la Sentence, coûtent 2, 3, 4, 5 ou 600 francs ; en sorte que par cette contravention aux Loix & à l'Arrêt de Règlement de 1783, on absorbe des millions ; car beaucoup de personnes n'interjettent appel, que parce qu'on peut obtenir un Arrêt de défenses ; & après avoir fait juger le provisoire, on fait aussi juger le fond, qui souvent est appointé au Conseil : tout cela coûte 1, 2, 3, 4 mille francs, & quelquefois bien davantage. (1)

---

(1) Dans le temps de cet Arrêt, on disoit, selon le langage du Palais, il fait *perdre* par an, 30000 livres à tel Greffier ; 20 à tel autre ; 20 à tels Procureurs, à tels 15, 10 ; aux Huissiers du Parlement plus de 60000 livres ; tant à tel Secrétaire, tant à tel autre. Mais moi qui tiens un autre langage, je dis que c'étoit autant de moins.

Il devroit être défendu de poursuivre au Parlement aucune saisie réelle, parce que les biens doivent, selon la raison, être vendus devant les Juges des lieux où ils sont situés, sauf au Parlement à juger, en cas d'appel, si l'adjudication est bien ou mal faite. Au lieu de cela, on y poursuit la vente par décret des biens situés dans toute l'étendue de son ressort, & même hors de son ressort; en sorte qu'une partie de la procédure se fait à Paris, & l'autre partie sur les lieux. Tout est si bien conduit, que si l'on saisit une Terre de 200000 livres, que le propriétaire doive 50000 livres, il est certain qu'il n'y aura pas de quoi payer ses créanciers, avec le capital & les revenus.

Il devroit être également défendu de poursuivre au Parlement aucun ordre ni distribution de deniers, aucune liquidation de succession, aucun partage, au-

---

*de pris au Public.* Lorsque le Parlement commençoit à dériver de l'exécution de son Arrêt, j'ai vu les larmes rouler dans les yeux du bon, du respectable d'Ormesson, après avoir prononcé deux Arrêts qui appointoient sur des demandes provisoires; & un Conseiller disoit à un autre: Nous ne viendrons jamais à bout de ces enragés-là?



un compte de tutelle, & autres opérations qui sont la suite de condamnations. Le Parlement doit décider de la validité de toutes ces opérations, & non pas les faire lui-même ; & d'ailleurs les Parties, dans ce Tribunal, y sont écrasées en frais dans toutes ces affaires. (1)

Il seroit à souhaiter que les Requêtes de l'Hôtel & du Palais fussent supprimées. Pourquoi un homme de la Cour, un homme qui habite Paris, un homme qui, pour quelques mille francs, ayant acheté une charge sans exercice, a-t-il le droit d'y traduire des Laboureurs, des Marchands, des Curés, des Officiers de guerre, des Juges & d'autres personnes, qu'on force d'abandonner leur domicile, leurs occupations, leurs emplois ?

Il seroit également à souhaiter que

---

(1) Le Parlement a reconnu qu'il ne pouvoit pas représenter la Nation ; c'est une preuve de son patriotisme. Il faut qu'il en donne une seconde, en se renfermant dans les bornes de son institution ; c'est à-dire que sans écouter l'intérêt de ses suppôts, il soit purement Tribunal d'appel. Alors il sera l'un des plus fermes soutiens de la Monarchie, la Cour de Justice de l'Europe la plus imposante & la plus utile : jamais on n'aura l'idée de l'anéantir, ni de diviser son ressort.

l'attribution du scel du Châtelet, son droit de suite & son droit de garde-gardienne, fussent supprimés, par les mêmes motifs.

Ces abus, & quelques autres réprimés, vous ferez étonné, Monseigneur, qu'en ajoutant un moyen bien simple, à la sagesse de l'Ordonnance de 1667, on puisse rendre la justice très promptement aux pauvres comme aux riches, sans acception de personnes; point ruineuse pour ceux qui ont besoin de la réclamer; point à charge aux Parties ni aux Juges, comme elle l'est aujourd'hui par la malice des Procureurs (1).

Il faut pour cela, que dans toutes les Juridictions du Royaume, tant souveraines qu'ordinaires, il y ait un Registre légal, même plusieurs dans celles qui sont composées de plus d'une Chambre, où l'on juge dans chacune les affaires d'une certaine nature.

---

(1) On remarquera que je n'entends parler ici que d'une simple réforme de la procédure actuelle, parce qu'il faudroit savoir, avant que de proposer autre chose, si l'on s'occupera d'une manière vraiment utile au Public, d'ordonner ce qu'il convient, au préjudice de l'intérêt des Procureurs, de tous ceux qui s'enrichissent avec la forme actuelle, & des impôts établis sur cette partie.



Que les Registres des Cours Souveraines soient paraphés par M. le Chancelier ou M. le Garde des Sceaux ;

Que ceux des Bailliages, des Sénéchaussées & des autres Jurisdiccions ressortissantes nuement dans les Cours, soient paraphés par les Premiers Présidens des Cours ;

Que ceux des autres Jurisdiccions non-ressortissantes aux Cours, soient paraphés par les Lieutenans-Généraux des Bailliages, &c.

Que ce Registre soit à la garde du Greffier ;

Qu'il soit public ;

Qu'il soit un rôle ;

Ensuite, qu'on tienne la procédure que voici :

Les règles établies par l'Ordonnance de 1667, pour la forme & les délais des assignations exécutées, &, si l'on veut, les délais fixés à un terme plus long, par exemple, pour les matières réelles, afin que le Défendeur ait le temps de bien préparer ses défenses.

Le Défendeur cotera un Procureur ou n'en cotera pas.

S'il cote un Procureur, que celui-ci

soit astreint, avant que de signifier son acte de constitution, de le présenter au Greffier, lequel mettra au bas de l'original & de la copie, *vu tel jour*, & il signera; & au même moment, qu'il inscrive sur le Registre le nom des Parties & des Procureurs, & qu'il date.

Si le Défendeur ne cote pas de Procureur, c'est une preuve, aux yeux du Juge, qu'il ne veut pas se défendre; & dans ce cas, qu'il soit pris contre lui & qu'on juge le défaut faute de comparoir, selon la forme de l'Ordonnance de 1667.

S'il forme opposition, que son Procureur, avant que de signifier la Requête, fasse remplir, par le Greffier, les mêmes formalités qu'à l'acte de constitution.

Or, ce Registre ainsi tenu, & où toutes les affaires seroient inscrites, étant un rôle que les Parties & les Procureurs pourroient consulter tous les jours, que ce soit en conséquence de l'ordre qui s'y trouveroit naturellement, qu'on juge les affaires; qu'il n'y en ait jamais une qui perde son tour; qu'il ne soit pas permis de former opposition aux Sen-



tences & aux Arrêts par défaut ; que les frais soient à la charge du Défaillant, sauf son recours contre son Procureur dont la négligence seroit prouvée par ce même Registre.

Si aucun des Procureurs ne comparoit, ni Avocats pour plaider, que l'affaire soit périe de plein droit.

Que le Juge mette à l'issue de chaque Audience, à la marge du Registre, vis-à-vis de l'inscription de l'affaire, *jugé* ou *péri*, & qu'il signe.

Il résulteroit un bien inoui de cette forme, lequel je divise en deux parties :

I. Les Juges seroient obligés de juger toutes les affaires dans leur ordre naturel, sans acception de personnes, puisqu'une affaire ne pourroit jamais perdre son tour (1). Ils ne seroient plus absorbés par des sollicitations fréquentes pour accorder l'Audience, &c.

---

(1) Comme la chicane trouve par-tout des difficultés, ceux qui l'exercent ne manqueront pas de dire qu'il y a des incidens indispensables, tels que ceux qui ordonnent des enquêtes, des estimations, & que par conséquent il faudroit de nécessité intervertir l'ordre naturel. Mais je dis que rien ne seroit plus facile que de prévoir cela, & que le cours de la Justice ne seroit point arrêté.

Les Procureurs seroient enchaînés ; ils ne pourroient plus éterniser les affaires pour leur profit & la ruine de leurs Clients.

On éviteroit aux Parties des déplacements longs , réitérés & ruineux ; parce qu'on sauroit , même dans les Jurisdictions les plus chargées , à un mois ou à deux mois près , quand chaque affaire se jugeroit : au-lieu qu'aujourd'hui , lorsqu'on plaide loin de chez soi , on est obligé de s'absenter des années entières & à plusieurs reprises ; il faut solliciter , employer ses Protecteurs , pour obtenir l'Audience , pour qu'un Avocat du Roi , ou un Avocat-Général , veuille bien porter la parole ; il faut salarier des Secrétaires à cet effet , & l'on finit par s'écraser en dépenses inutiles. Par là , la fortune des particuliers s'anéantit , ils sont distraits de leurs occupations.

Je conclus donc de cette première partie , que le registre légal est absolument nécessaire ;

2. Je consens , Monseigneur , d'encourir le mépris & le blâme de tous les honnêtes gens , si , sous le second point-de-vue où je vais considérer cette forme ,



elle n'épargne pas plus de dix millions aux Plaideurs de Paris, qu'ils payent en frais purement frustratoires (1).

L'Ordonnance de 1667 veut qu'après les défenses fournies, auxquelles le Demandeur peut répliquer, l'Audience soit poursuivie sur un simple acte ou avenir, & que si la Cause ne se juge pas à la première Audience, elle le soit à l'Audience suivante. Voici comment cette Ordonnance est exécutée au Châtelet :

*Demandeur.* Assignation.

*Défendeur.* Constitution de Procureur.

*Dem.* Sommation de fournir des défenses.

Ensuite cinq ou six avensirs.

*Déf.* Ecritures pour avoir communication des titres; & s'il n'y en a pas, de l'original de l'assignation.

Sommation d'y satisfaire.

Requête à ce que faute d'y avoir satisfait, on soit déclaré non-recevable dans la demande.

Plusieurs avensirs.

(1) Je ne comprends pas les autres frais frustratoires, dont je ferai mention ci-après.

Sentence sur Plaidoirie d'Avocat,  
qui déclare non-recevable.

*Dem.* Requête d'opposition.

*Déf.* Défenses à la Requête.

Plusieurs avenir.

Sentence contradictoire sur Plaidoirie de deux Avocats, qui ordonne que dans huitaine on fournira de causes d'opposition.

Sommation d'y satisfaire.

*Dem.* Ecritures employées pour causes d'opposition, par lesquelles il déclare avoir mis ses titres au Greffe, ou l'original de l'assignation.

*Dem.* Plusieurs avenir.

Sentence par défaut sur le fond.

*Déf.* Requête d'opposition.

*Dem.* Défenses à cette Requête.

Plusieurs avenir.

Sentence contradictoire sur Plaidoirie de deux Avocats, qui ordonne que dans huitaine on fournira de causes d'opposition à la précédente.

Sommation d'y satisfaire.

*Déf.* Ecritures ou Requête contenant ses moyens sur le fond.



*Dem.* Ecritures en réponse.

Autres Ecritures , autres Réponses des deux côtés , à n'en pas finir.

Dans l'intervalle , beaucoup d'avenirs & de qualités de Sentences qui ordonnent la remise de la Cause , quoiqu'elle n'ait pas été portée à l'Audience.

*Déf.* Sentence par défaut , qui déboute le Demandeur de sa demande.

*Dem.* Requête d'opposition.

Plusieurs avenir.

Sentence contradictoire , qui ordonne que dans huitaine on fournira de causes d'opposition à la précédente.

*Déf.* Sommation d'y satisfaire.

*Dem.* Ecritures par lesquelles il répète , amplifie & emploie ce qu'il a déjà écrit.

*Déf.* Réponse à ces Ecritures.

Autres réponses des deux côtés.

Beaucoup d'avenirs & de qualités.

Et si le Défendeur a fait usage de titres pour soutenir ses moyens.

*Dem.* Ecritures pour en avoir la communication.

Sommation d'y satisfaire.

Requête à ce que faute d'y avoir satisfait , le Défendeur soit condamné.

Avenirs.

Sentence par défaut, qui condamne le Défendeur, faute d'avoir satisfait.

*Déf.* Requête d'opposition.

*Dem.* Ecritures en réponse.

Avenirs.

Sentence contradictoire, qui ordonne que dans huitaine on fournira des causes d'opposition.

Sommation d'y satisfaire.

*Déf.* Ecritures par lesquelles il déclare avoir mis ses titres au Greffe.

Et si le Procureur qui a demandé la communication des titres, les prend avec déplacement, & qu'il ne les rétablisse pas dans un certain délai.

*Déf.* Sommation de les rétablir.

Requête à ce qu'il y soit contraint par corps.

Avenirs.

Sentence par défaut.

*Dem.* Requête d'opposition.

*Déf.* Ecritures en réponse.

Avenirs.

Sentence qui déboute de l'opposition.

Plusieurs



### Plusieurs Commandemens (1).

Après que cette procédure, qui dure plusieurs mois, est faite, on donne beaucoup d'avenirs & de qualités de remise de la Cause, & enfin on va encore à l'Audience. Deux Avocats, habitués au Châtelet, y disent, avec leur éloquence ordinaire, que la Cause est instruite des deux côtés, & le Président prononce gravement : *Nous avons la Cause mise à part* ; c'est-à-dire, pour qu'elle vienne à son tour dans dix-huit mois ou deux ans : un mois ou six semaines avant qu'elle soit plaidée, le Président la fait afficher, & il fait parvenir un bulletin aux Procureurs. A dater de ce bulletin, chaque Procureur donne tous les jours des avenirs & des qualités : on plaide enfin ; & la malice des Procureurs est cause que souvent on ne rend qu'une Sentence interlocutoire, pour qu'ils puissent paperaffer de nouveau.

---

(1) Il s'en faut de beaucoup que j'aye dit tout ce qu'on fait. Mais si l'on excepte les défenses sur le fond, & qu'on les réduise au nombre prescrit par l'Ordonnance, le surplus de procédure est frustratoire. La communication des titres doit se faire avant l'Audience, & l'opposition aux Sentences par une simple requête, sans autre procédure.

Mais, n'est-il pas ridicule, indécent même, que les Procureurs & ces Avocats habitués occupent les Juges une bonne partie de l'Audience à faire lire deux ou trois cents Placets, & à prononcer, *Défaut: Tenu de satisfaire aux exceptions; Dans huitaine donnera ses Causes d'opposition, sinon débouté; La Cause mise à part; La Cause remise à la huitaine; Nous avons les qualités posées, &c. &c.* Aussi y a-t-il de ces Avocats habitués qui gagnent, à faire rendre ces belles Sentences, cinquante écus tous les jours, à raison de 3 livres 15 sols chacune.

N'est-il pas encore ridicule, & en même temps dégoûtant, de ne voir dans les affaires du Châtelet que cette Procédure & ces Sentences dont j'ai rendu compte, & des écritures sur le fond, où rien n'est éclairci ni développé?

Telle est pourtant la sublime marche qu'on suit au Châtelet; & si l'on met de côté toute cette vile procédure, & tous ces fatras de Sentences, je puis assurer qu'une affaire qui coûte cent écus de frais, n'a pas pour deux louis de procédure nécessaire, la Sentence définitive comprise.



Or, le Registre légal anéantit toute cette procédure frustratoire.

1°. Parce que l'ordre étant établi & rendu public, les Procureurs ne peuvent point ignorer quand l'affaire dont ils sont chargés doit être plaidée.

2°. Parce que tous ces avenirs, ces qualités, dont on trouve quelquefois cent, cent cinquante dans une affaire, ne peuvent plus être nécessaires sous aucun prétexte (1).

3°. Parce que ces Sentences par défaut, & autres, n'auront plus lieu.

4°. Parce que les Procureurs n'auront pas d'autre chose à faire que de donner des moyens sur le fond des contestations.

5°. Parce que les Juges ne seront pas occupés à rendre des Sentences qui ne sont bonnes que pour les Greffiers, les Procureurs & les Huissiers.

---

(1) Je demandois à un Procureur pourquoi on faisoit toutes ces broutilles. Je fais bien, me répondit-il, que ce sont autant de vols ; mais mes Confrères les font ; je les fais aussi. Dans les affaires où il y a plusieurs Parties, comme celles à fin de partage, de licitation, de contribution, d'ordre, &c. il y a quelquefois pour plus de 3000 francs de ces avenirs & de ces qualités, frauduleusement signifiés par le Procureur poursuivant.

6°. Parce que les Parties ne seront pas ruinées par les longueurs qu'on leur fait essuyer, & par l'énormité des frais.

7°. Parce qu'enfin la Justice ne sera plus un labyrinthe inconnu & inconcevable.

La forme que j'indique adoptée, & tous ces fatras de papier & de parchemin ainsi anéantis, il faut prendre garde de lâcher la bride aux Procureurs. Qu'ils fournissent des défenses dans l'intervalle de l'assignation au jour que la Cause doit être plaidée, & que le défaut de les avoir fournies n'arrête pas le Jugement. L'âpreté au gain, si naturelle à ces Messieurs, fera qu'ils ne négligeront pas de défendre. Qu'il ne leur soit permis, au surplus, que de faire la procédure prescrite par l'Ordonnance de 1667. C'est, d'ailleurs, une chose reconnue, que la première pièce d'écriture bien faite est le fondement d'une affaire, & que les autres sont inutiles.

Voilà pour les Jurisdictions ordinaires. A l'égard des Tribunaux d'appel, il faut remarquer que presque toutes les Procédures qu'on y fait sont frustratoires & bonnes seulement pour les Procureurs, & pour ceux dont, par un en-



chaînement merveilleux , ils rendent l'état lucratif. J'ai examiné une affaire commencée dans les environs du Mont-Valérien ( le Calvaire ) , dont il y a eu appel au Bailliage de Saint-Germain-des-Prés , au Châtelet & au Parlement ; j'y ai trouvé , sans parler des répétitions dans une seule écriture , qu'on avoit répété , amplifié tous les moyens , vingt-sept fois de la part du Défendeur , & vingt-six fois de la part du Demandeur , dans le cours de l'instruction principale & sur les appels. Il s'agissoit d'un dégât de cinquante écus , & cette affaire a coûté , tant en frais taxés que faux-frais , plus de 7,000 liv.

Il en est à-peu-près de même de toutes les autres affaires , sur-tout de celles qui sont appointées au Parlement. Qu'on en examine qui aient parcouru plusieurs degrés de juridictions , on voit d'abord , outre ces actes & ces Sentences frustratoires dont j'ai parlé , qu'en cause principale , on a répété plusieurs fois les mêmes moyens dans diverses écritures , qu'ils sont encore répétés & amplifiés plusieurs fois dans le premier Tribunal d'appel , ainsi que dans les autres. Aussi

je me rappelle qu'un Procureur au Parlement, sur la demande que lui faisoit le Secrétaire d'un Rapporteur, dans quelles pièces se trouvoient ses moyens, a répondu en riant : ils sont dans les premières, dans celles du milieu, dans les dernières, & dans les autres qui sont auprès de toutes celles-là : il vous suffit d'en lire une seule.

Or, pour qu'une déprédation aussi criante n'ait plus lieu, il faut d'abord mettre dans les affaires du Parlement & des autres Cours, l'ordre que j'indique; c'est à-dire, qu'il y ait un Registre pour chaque Chambre. On sera dispensé de faire appeler tous les jours une multitude de placets : on évitera ces somimations, ces avenirs, ces qualités, ces Arrêts par défaut, ces Requêtes d'opposition & tous autres fatras (1). Les Juges n'accorderont plus les Audiences à leur gré, à la faveur; ce sera la Loi elle-même qui les accordera (2).

---

(1) On ne peut pas rendre moins de cinq Arrêts selon la forme actuelle, dans une cause d'appel d'une Sentence des Consuls, fondée en lettre-de-change.

(2) On pourroit régler que les Présidens des Cours retireroient de ces registres les affaires importantes, pour être plaidées aux grandes Audiences, à mesure que le besoin de fournir ces Audiences le demanderoit.



Et puisque la Procédure qu'on tient en cause d'appel n'est qu'une répétition des mêmes faits & des mêmes moyens de la cause principale, pourquoi souffre-t-on qu'on écrase les Parties en frais ? Quel est l'objet de l'Appelant, si ce n'est de montrer que la Sentence a mal jugé ? celui de l'Intimé, si ce n'est de montrer que la Sentence a bien jugé ? Or, puisqu'on voit clairement les prétentions & les moyens des Parties, par l'instruction faite sur la Cause principale, qu'est-il besoin de faire d'autre Procédure qu'une Requête contenant les moyens d'appel, & une autre Requête pour soutenir le bien-jugé ? Toute autre Procédure ne doit point être soufferte.

D'après cela, je trouve que les appointemens en droit ( 1 ) au Conseil, & autres, ne sont nullement nécessaires, ou que, s'ils le sont, ce ne peut être que pour ruiner les Particuliers, rendre im-

---

(1) On ne manquera pas de dire que si cela avoit lieu, les Enquêtes n'auroient rien à faire. Je réponds qu'il est facile de faire une autre distribution des affaires que celle qui existe, laquelle, selon moi, n'est pas très-raisonnable, parce que ce sont les jeunes gens qui jugent les affaires qui ont paru être les plus difficiles aux premiers Juges.

portantes pour le lucre , les charges de Procureurs , de Greffiers , d'Huissiers , enrichir des Secrétaires de Rapporteurs , &c. & pour procurer des épices. C'est une chose certaine , & j'en prends l'Être suprême à témoin , que sur cent affaires appointées au Parlement , il n'y en a pas deux qui demandent plus d'instruction qu'une Requête.

Si donc une affaire mérite d'être examinée par les Juges d'une manière particulière , qu'elle soit mise en délibéré après la Plaidoirie ; qu'il y ait un Registre légal où les délibérés soient inscrits le jour & à l'instant même qu'ils sont ordonnés , & qu'on juge ces affaires dans l'ordre de leur inscription. Et le bien public exigeant , pour que l'argent circule , que les Juges aient des épices , ( d'autres que moi penseront peut-être le contraire ) ; qu'il leur en soit accordé pour les délibérés comme pour les appointemens ; au moins évitera-t-on ces Procédures monstrueuses qu'ils ne lisent jamais , où l'on emploie plus de papier & de parchemin , pour expliquer & juger un point de discussion , qu'il n'en faudroit pour transcrire l'Histoire Romaine



de Rollin , ou l'Histoire de France de Velly, ou l'Histoire Naturelle du Comte de Buffon , ou l'Histoire des Voyages de l'Abbé Prévôt ( 1 ).

Au reste , Monseigneur , dans l'état où en sont les choses , il n'y a pas de métier en France où l'on puisse piller plus impunément qu'au Palais , & les Procureurs usent assez exactement de cette liberté.

Les Lettres Patentes du 23 Mai 1778, qui ordonnent l'exécution d'un nouveau tarif de frais des Procureurs & des Greffiers , sont le résultat d'une surprise faite au Souverain. Les Procureurs les ont obtenues , parce qu'il n'y avoit plus de proportion entre le prix des denrées de 1665 , date de leur ancien tarif , & leur prix en 1778 , ni dans la valeur numéraire. Mais pourquoi leurs charges & leurs pratiques étoient-elles devenues

---

(1) L'argent qu'on emploie en honoraires de Secrétaires est immense : on crie beaucoup contr'eux , mais ils sont absolument nécessaires. Voulez-vous qu'ils ne le soient plus ? anéantissez tout ce qui est inutile dans la procédure ; car leur travail ne consiste qu'à réduire une affaire à ce qu'elle devrait être ; par exemple , à dire en six pages tout autant que les Procureurs & les Avocats rôleurs en ont dit en douze cens,

si chères avant 1778 ? C'est que depuis long-temps , ils avoient appris à franchir les bornes salutaires de l'Ordonnance de 1667 ; bornes qui n'étoient pas impérieusement fixées comme elles le feroient , si le Registre légal que j'indique étoit adopté ; c'est qu'ils avoient surpris de temps en temps des Règlemens de forme , qui n'étoient pas à l'avantage des Parties , mais qui donnoient occasion de multiplier les frais. Aussi avant 1778 les Particuliers se ruinoient-ils en deux fois au Palais ; maintenant c'est en une seule fois ( 1 ) ; & comme nécessairement il y a moins d'affaires au Parlement depuis cette époque , parce qu'il vaut mieux perdre une partie de ses biens & de ses droits , que de courir à une ruine inévitable ; les Procureurs ont acquis l'honorable talent de faire quatre , six , huit , dix , vingt affaires d'une seule : aussi je me souviendrai de ce qu'a dit dernièrement , en ma présence , un de leurs anciens Confrères :

---

(1) Celui-là seroit bien subtil aujourd'hui , si contestant au Châtelet & au Palais pour 60 francs de loyers , il en sortoit à moins de 1200 francs de frais.



« A présent je ne connois plus mon mé-  
 » tier ; les jeunes Procureurs forment  
 » des demandes, dont nous autres an-  
 » ciens, n'avions jamais eu l'idée, ni la  
 » plus petite connoissance, & à peine  
 » serions-nous en état d'être les Maîtres-  
 » Clercs des jeunes Procureurs ». Toutes  
 ces demandes donnent matière à ap-  
 pointemens, à mille brouilles, à nom-  
 bre d'Arrêts provisoires & d'instruction,  
 à de gros honoraires de Secrétaires, à  
 vacations & épices pour les Juges, à des  
 Arrêts définitifs volumineux, qui seuls  
 reviennent, avec la signification, à mille,  
 deux mille, trois mille écus, tandis que  
 l'objet contesté n'excède quelquefois pas  
 cent écus, sur-tout s'il s'agit de matière  
 réelle ( 1 ).

Combien de choses abusives, au sur-

---

( 1 ) Bien des personnes croiront ou seront intéressées à dire  
 que tout ce que je fais remarquer n'est qu'une exagération  
 ou le fait d'un insensé. Mais si j'étois député aux États-  
 Généraux, je requerrois qu'une Commission de Membres  
 des États, se transportât au Châtelet & au Parlement pour  
 y examiner deux pièces de chaque affaire du nombre de  
 celles qui sont jugées depuis dix ans, savoir, la Déclara-  
 tion de dépens & la minute de la Sentence ou de l'Arrêt.  
 Ces deux pièces, toujours déposées au Greffe, prouveront  
 les faits que j'ai avancés. Les pluminifs des Audiences ser-  
 viront aussi pour faire cette preuve.

plus, n'y auroit-il pas à faire remarquer sur le tarif de 1778 ? Mais je me contente en ce moment de dire que, pour des articles fixés à 8 f., à 9 f., à 11 f., à 15 f., à 16 f., à 20 f., à 24 f., à 30 f., à 40 f., à 42 f., à 48 f. il coûte pour chacun 16 f. de droits de taxe. Les frais de la taxe des dépens se montent souvent plus haut que ne vaut l'objet contesté.

Mais il faut espérer que la Nation considérera que toutes les loix qui ont été faites sur la forme de procéder, ont eu pour objet principal de réprimer l'avidité des Procureurs, & qu'elles ont toujours été insuffisantes. J'aime à me persuader qu'il ne sera plus permis de manger des fiefs entiers par des saisies-réelles & des ordres; ni des successions entières par des opérations de liquidation, non plus que les biens des faillis, & les autres mis en direction, ni d'écraser les mineurs ou ceux qui sortent de cet état, par des frais de compte de tutelle & autres, & que sur ces objets il sera pris un parti décisif. Voici celui qui me paroît le plus convenable :

S'agiroit-il de la saisie-réelle d'une terre



de 200,000 livres? Qu'on accorde au Procureur poursuivant le sol pour livre de cette somme pour tous frais & tous déboursés; ce seroit 10,000 liv. qu'on lui accorde aussi 6 deniers pour livre pour l'ordre & la distribution, le coût de la Sentence compris; ce seroit encore 5000 liv., & par conséquent 15,000 liv.; & qu'à chacun des Procureurs des Créanciers, on accorde 6 deniers ou le sol pour livre de ce qui est dû à sa Partie: on verra que, dans les affaires où il y a pour trente, quarante, cinquante mille écus de frais (1), il n'en fera pas fait pour

---

(1) Je cave les choses au plus bas; car il y a quelques années qu'un Procureur au Parlement demandoit près de 130000 livres pour la seule affiche qui indiquoit la vente de quelques terres. Les Procureurs taxateurs trouvoient qu'elle étoit trop chère, & ils la réduisirent à environ 80000 livres. La cause portée à la grande Audience, le Parlement l'a fixée à 24000 livres. Mais quand est-ce que les Juges s'occupent à réformer de semblables déprédations, ni aucune taxe! Mais encore, 24000 livres pour une paperasse qui indique la vente de quelques terres! Si pourtant cette affaire eût été une saisie-réelle, où le Procureur ne peut plus être arrêté dans sa poursuite, ce beau Monsieur eût mangé plus de deux millions, même d'après la taxe de Messieurs ses Confrères, parce qu'une seule affiche n'emporte pas, à beaucoup près, la quarantième partie des frais d'une saisie-réelle, suivie d'un ordre.

L'admirable chose qu'une saisie-réelle! C'est une mine

4000 liv., parce que tout sera réduit par les Procureurs eux-mêmes, à ce qui est nécessaire. Que si l'on trouve que ces 15,000 liv. sont insuffisantes, qu'on en accorde 30, 40, 50, 60; au moins tout ne sera pas mangé.

Qu'il y ait une taxe de *tant* pour livre du montant des créances dans les liquidations de successions, pour la distribution des biens des faillis, dans les comptes de tutelle & autres, & l'on verra que dans les affaires qui ruinent les Parties, il n'y aura que peu de Procédures, & que, le plus souvent, tout sera terminé par un seul acte devant Notaire.

Qu'il en soit de même pour les appositions de scellés & les inventaires, qui absorbent ordinairement tout ce qui est inventorié.

Je sens bien que les Procureurs au Parlement ne se contenteroient pas de ces sortes de taxes, parce qu'au train où

---

d'or abondante pour un Procureur, qu'il est impossible de lui ôter. Il commence par faire pour 30000 livres de frais sans perte de temps, & il fait le surplus de sa besogne à loisir. On ne peut plus le révoquer; car quel est le créancier qui, faisant saisir, lui remboursera ces premiers frais?



en font les choses, une seule de ces affaires fait une fortune brillante à un Procureur poursuivant : mais j'ai dit que ce n'étoit pas dans les Cours que ces opérations devoient se faire. Il ne faut pas, pour engraisser le Palais, qu'on ruine une multitude de familles & de Créanciers honnêtes.

Voilà, Monseigneur, mes premières réflexions. Si cette Lettre vous paroît utile, & qu'elle le paroisse aussi aux personnes respectables à qui vous devez la montrer, j'en consens l'impression. Au surplus, si quelque Avocat rôleur, Greffier, Procureur, Secrétaire de Rapporteur, ou AUTRE PLUS ÉTOFFÉ, veut se montrer l'apologiste de la forme actuelle, contre la réforme que j'en indique, je serai toujours prêt à lui répondre.

Mais qu'il se dépêche ; car j'ai une grande démangeaison de ne pas attendre son apologie, & de prouver bientôt, & à lui & à tout autre, qu'en faisant quelques changemens à plusieurs articles de l'Ordonnance de 1667, en en abrogeant d'autres, & en ajoutant deux points de forme très-simples & fondamentaux, à celle du Registre, on peut mettre, dans

l'administration de la Justice civile en France, un ordre jusqu'à ce moment inconnu, le plus beau & le meilleur de l'Europe, impossible à transgresser, ni par les Parties, ni par les Procureurs, ni par les Avocats, ni par les Procureurs & Avocats du Roi, Procureurs & Avocats-Généraux, ni par les Juges ordinaires, ni par les Cours; que l'autorité suprême pourra, quand elle le voudra, se faire rendre compte de cette partie si essentielle de son administration générale; que la Loi règnera à la place de la chicane; que les Juges seront mieux respectés & plus utiles, parce qu'ils expédieront dix fois plus promptement les affaires, même étant chargés de la taxe des dépens, article indispensable que le bien public exige, mais qui ne sera point du tout difficile à exécuter (1).

Que de-là il résultera que cette partie de l'administration générale ne sera plus une machine affaîlée, une machine ab-

---

(1) On doit bien penser que mes preuves ne consistent pas seulement dans un simple discours, mais que je poserai les articles de la loi, que j'en donnerai les motifs, & que je détaillerai les abus qu'elle réprimera.



forbante pour tous ceux qui sont chargés de la faire mouvoir , ruineuse pour les Citoyens.

Et que de-là il résultera encore qu'on n'aura besoin de Procureurs que dans les lieux où il n'y a pas d'Avocats. On dira peut-être , pour ceci , que je rêve , qu'il est impossible de se passer de Procureurs , parce qu'ils sont *la colonne qui soutient tout l'édifice* ; mais un peu de patience , & l'on verra que l'édifice peut être soutenu par une colonne majestueuse , & de plus , inébranlable.

Enfin , je voudrois qu'on me dît à quoi les Procureurs sont bons ? J'avoue que je crois que ceux de Paris sur-tout , ne sont propres que pour ruiner les Plai-deurs ; pour rendre importants & lucratifs les Offices de Greffiers & d'Huif-fiers ; pour enrichir les Secrétaires , faire grossir les vacations & les épices , obscurcir & gâter les affaires , & rendre les procès interminables ; pour bonifier la charge du Receveur des Consignations , auprès duquel ils s'empressent de faire le métier de Délateurs au détri-ment de leurs Cliens , parce qu'il leur donne le quart des droits qu'il perçoit ,

souvent même sans qu'on lui fasse aucun dépôt ; lequel quart , dans les affaires importantes , monte à plusieurs mille francs ( 1 ) ; pour payer le centième denier de leurs charges , pour faire valoir les impôts du papier & du parchemin timbré , & du contrôle de leurs déclarations de dépens , impôts très - justes , dont sont chargés ceux qui ont le malheur d'avoir des Procès , mais qui ne sont pas supportés par ceux qui jouissent tranquillement de leurs biens.

Je suis avec un profond respect , &c.

---

(1) Le Receveur des Consignations est le caissier le plus solide de la Justice. Elle ne cesse ses opérations que lorsqu'elle n'a plus rien laissé du dépôt.





